

Le monde en mouvement**DES MILITAIRES ITALIENS EN LIBYE**

Plusieurs médias italiens affirment que des membres des « forces spéciales » seraient présents en Libye. Le premier ministre, Matteo Renzi, refuse de confirmer, alors qu'il essuie de nombreuses critiques de l'opposition sur le sujet.

76

C'est le nombre de personnes mortes dans des inondations au Soudan, en raison des dernières crues du Nil.



MONTRÉAL, 9 AOÛT. DE NOMBREUX PARTICIPANTS DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ONT REPROCHÉ LE CHOIX DU QUÉBEC, TROP DÉCONNECTÉ DES PROBLÈMES DES NATIONS PAUVRES POUR UN FORUM SOCIAL MONDIAL. PHOTO DESMARAIS/CITIZENSIDE/IMAGE FORUM

400

C'EST LE NOMBRE DE PERSONNES QUI COMPOSENT LA DÉLÉGATION FRANÇAISE DU CENTRE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION POUR LE DÉVELOPPEMENT À MONTRÉAL.

au Québec avait débouché sur un mouvement social baptisé « printemps érable ». « Il est désormais temps que les peuples du Nord sortent de leur apathie et rejoignent le combat des peuples du Sud pour construire un monde différent », avait plaidé Attac Québec,

rappelle le journaliste Philippe

Merlant sur le site du Forum social. L'absence de près de 230 conférenciers et invités étrangers, quasiment tous originaires du Sud, victimes d'un refus de visa, a relancé la polémique et en partie occulté les débats sur la question du

réchauffement climatique, sur les flux migratoires, les inégalités de

revenus ou bien encore l'économie solidaire.

Parmi ces indésirables figurent l'ancienne ministre malienne Aminata Traoré, le président du syndicat palestinien des postiers, Imad Temiza, ou encore Rogerio Batista, du syndicat brésilien CUT. « Le message, c'est que l'hémisphère Nord, qui est donneur de leçons de démocratie, foule aux pieds ses principes. On est chez nous un peu partout. Pas n'importe où », a dénoncé Aminata Traoré.

« Je ne vois pas beaucoup d'Africains, et avec des participants que des pays du Nord, je ne vois pas en quoi cela serait le Forum social mondial », a réagi la Guinéenne Fatoumata Chérif, présidente de l'ONG Femmes, présente, elle, à Montréal.

« L'erreur que nous avons faite, c'est sans doute de ne pas avoir mené assez vite la bataille sur ce thème (les visas), d'avoir pensé que c'était résolu par l'élection de Trudeau », a reconnu Gus Massiah, membre du conseil international du FSM. Au pouvoir depuis novembre 2015, le premier ministre libéral est considéré comme un progressiste, une sorte d'« Obama canadien », selon l'altermondialiste canadienne Naomi Klein, qui mettait en garde hier ses compatriotes à ne pas être aveuglés par « l'aura Trudeau ». Malgré les polémiques, elle a estimé dans les colonnes du journal *le Devoir* que le FSM de Montréal était « une petite poche de résistance au néolibéralisme en Amérique du Nord ». ●

DAMIEN ROUSTEL**CANADA**

Un Forum mondial sans les voix du Sud

Montréal accueille jusqu'au 14 août le sommet des altermondialistes. Le refus de visas pour les représentants africains occulte les débats.

La ville de Montréal, au Québec, accueille, depuis le 9 août et jusqu'au 14 août, la douzième édition du Forum social mondial (FSM). Lancé en 2001 à Porto Alegre (Brésil), organisé l'année dernière à Tunis, ce sommet des altermondialistes s'est ouvert par une marche qui a rassemblé quelques milliers de manifestants. « L'engagement, c'est pour un changement de politique sociale », pouvait-on lire sur une bannière portée par des jeunes sur la place des Festivals.

« Il est temps que les peuples du Nord sortent de leur apathie »

Près de 15 000 personnes s'étaient pré-inscrites à cette nouvelle édition du FSM. Symbole de la contestation au néolibéralisme, ce rassemblement intervient au moment où plusieurs traités de libre-échange sont de plus en plus remis en cause comme le Tafta (traité de libre-échange transatlantique) ou

le Ceta (accord commercial Europe-Canada). Après le Brésil, l'Inde, le Venezuela, le Mali, le Pakistan, le Kenya, le Sénégal et la Tunisie, c'est la première fois que le FSM se tient dans un pays riche. Le choix du Canada devait, selon les organisateurs, dépasser la traditionnelle fracture Nord-Sud. Une destination peu au goût de nombreux participants des

pays en développement, notamment en Afrique. Trop loin, trop cher, trop déconnecté des problèmes des nations pauvres, disaient-ils. Les débats avaient été vifs. Des organisations comme Attac Québec avaient emporté le morceau en mettant en avant la vitalité de la jeunesse et de la société civile canadienne. En 2012, une grande grève étudiante